

Notice explicative

PLAN LOCAL D'URBANISME

SANGATTE-BLERIOT-PLAGE

5.3.1

Vu pour être annexé à la délibération du conseil municipal
en date du : 06 janvier 2017



Le Maire,

Guy ALLEMAND

VERDI conseil
80 rue de Marcq
B.P.49 59 441 Wasquehal Cedex



I.	ADDUCTION D'EAU POTABLE	4
1.	Situation actuelle	5
2.	Situation Projetée	7
II.	ASSAINISSEMENT	11
1.	Situation actuelle	11
2.	Situation projetée	13
III.	ORDURE MENAGERES	16
1.	Situation actuelle	16
IV.	ANNEXE 1 : DELIBERATION PORTANT SUR L'ETUDE D'AGRANDISSEMENT DE LA STATION D'EPURATION DE SANGATTE POUR RACCORDEMENT DE L'ECOVILLAGE BALNEAIRE DE LA PORTE DES 2 CAPS	18

I. Adduction d'eau potable

Préambule

L'alimentation en eau potable de la commune dépasse largement les contraintes techniques de distribution pour s'inscrire dans un cadre légal et structuré.

- **Décrets 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 relatifs aux procédures prévues par l'article L.211-1 du Code de l'Environnement (ancienne Loi sur l'eau de 1992)**

« L'eau fait partie du patrimoine commun de la nation. Sa protection, sa mise en valeur et le développement de la ressource utilisable, dans le respect des équilibres naturels, sont d'intérêt général » ainsi libellé, l'article 1^{er} de l'ancienne Loi n°92-3 du 3 janvier 1992, dite Loi sur l'eau, établit une série de dispositions qui ont pour objet une gestion équilibrée de la ressource en eau.

Cette gestion vise à assurer :

- la préservation des écosystèmes aquatiques, des sites et zones humides ;
- la protection contre toute pollution et la restauration de la qualité des eaux superficielles et souterraines ainsi que des eaux de la mer ;
- le développement et la protection de la ressource en eau ;
- la valorisation de l'eau comme ressource économique et la répartition de cette ressource.

De manière à satisfaire ou à concilier, lors des différents usages, activités ou travaux, les exigences :

- de la santé, de la salubrité publique, de la sécurité civile et de l'alimentation en eau potable de la population ;
- de la conservation et du libre écoulement des eaux et de la protection contre les inondations ;
- de toutes les activités économiques et de loisirs exercés (art.2).

L'article 3 fixe la création d'un ou de plusieurs Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (S.D.A.G.E.) qui fixent pour chaque bassin ou groupement de bassin les orientations fondamentales de la gestion de la ressource en eau.

- **Le S.D.A.G.E.**

Dans la vaste entreprise de renouveau du droit de l'eau engagée par la Loi sur l'eau de 1992, le S.D.A.G.E. constitue l'un des outils majeurs pour la mise en œuvre de la gestion de la ressource en eau.

Le S.D.A.G.E. prend en compte les principaux programmes arrêtés par les collectivités publiques et définit de manière générale et harmonisée les objectifs de quantité et de qualité des eaux ainsi que les aménagements à réaliser pour les atteindre. Il délimite le périmètre des sous-bassins correspondants à une unité hydrographique. Son élaboration, à l'initiative du préfet coordonnateur de bassin, est effectuée par le Comité de bassin en y associant des représentants de l'Etat et des conseils régionaux et généraux concernés, ce qui lui confère une légitimité et une autorité publique incontestable.

Instrument de cohésion au niveau du bassin, le S.D.A.G.E. trouve une place importante dans la planification de l'urbanisme.

1. SITUATION ACTUELLE

a. Captage

La commune a nommé un prestataire privé pour gérer l'eau potable. Ainsi SUEZ Environnement assure cette mission sous le nom de « Eaux du Calaisis ». D'après son rapport annuel publié en 2016, le patrimoine présent sur la commune de Sangatte se compose de :

- 2 forages
- 2 Réservoirs, soit une capacité de 1000m³
- 41.395 km de réseaux
- 2 364 compteurs
- 2 320 branchements

A noter que la commune est concernée par le périmètre de protection de captage localisé au niveau du Mont-Saint-Martin. La nappe captée est celle du Séno-Turonien

b. Réseau communal

Le contrat desservait au 31/12/2015, 2 263 abonnés dont :

- 2 260 particuliers
- 3 gros consommateurs

Les caractéristiques du réseau sont reportées sur le plan des annexes sanitaires joint.

c. Défense incendie

La défense incendie est assurée par environ 51 bouches et poteaux d'incendie sur Sangatte et Blériot Plage.

Toute nouvelle implantation de zone d'habitation ou d'activité devra intégrer une défense incendie adaptée. En terme de capacité, la défense incendie nécessite une réserve de 60m³/h pendant 2 heures soit 120m³.

d. Consommations

Volumes d'eau brute prélevés (m3)						
Site	2011	2012	2013	2014	2015	Variation N/N-1 (%)
FORAGES P2/P3/P4/P5	322 344	323 436	296 451	249 675	253 477	1,5%
Total des volumes prélevés	322 344	323 436	296 451	249 675	253 477	1,5%

Source : Rapport annuel du délégataire 2015 – Service de l'eau – Suez Environnement / Eaux du Calaisis.

Le volume de prélèvement autorisé par la DUP est de 424 000 m³/an. Les forages sont ponctionnés à hauteur de 253 477 m³/an.

Les volumes facturés sont de 204 341 m³.

Le tableau suivant détaille l'évolution des volumes d'eau potable mis en distribution ces dernières années. Le volume mis en distribution correspond au volume d'eau introduit dans le réseau de distribution d'eau potable. Il est égal au volume produit par les installations du contrat auquel on ajoute les volumes d'eau potable importés (achetés en gros) et auquel on retranche les volumes d'eau potable exportés (vendus en gros). Les volumes indiqués sont des volumes relatifs à l'année civile ramenés à 365 jours :

Volumes eau potable mis en distribution (m3)						
Désignation	2011	2012	2013	2014	2015	Variation N/N-1 (%)
Total volumes eau potable produits (A)	322 344	323 436	296 451	249 675	253 477	1,5%
Total volumes eau potable importés (B)	47	54	1 542	1 342	1 434	6,9%
Total volumes eau potable exportés (C)	0	0	0	0	0	
Total volumes eau potable mis en distribution (A+B-C) = (D)	322 391	323 490	297 993	251 017	254 911	1,6%

Source : Rapport annuel du délégataire 2015 – Service de l'eau – Suez Environnement / Eaux du Calaisis.

e. Qualité des eaux distribuées

Le décret n°89-3 fixe les limites applicables aux eaux destinées à l'alimentation humaine.

L'eau potable est un produit alimentaire les mieux contrôlé. Outre l'auto-surveillance exercée par l'exploitant, les installations de production et de distribution d'eau sont soumises à un contrôle mis en œuvre dans chaque région par l'Agence Régionale de Santé. Les échantillons prélevés, selon une fréquence fixée par décret, sont analysés dans des laboratoires agréés par le Ministère de la Santé.

Le rapport du délégataire indique une conformité de 100% des analyses.

Les indicateurs de performance sur la qualité de l'eau du décret du 2 mai 2007			
	Bulletin		
	Global (paramètres avec une limite de qualité uniquement)	Non-conforme (paramètres avec une limite de qualité uniquement)	% Conformité
Microbiologique	14	0	100,00%
Physico-chimique	6	0	100,00%

Source : Rapport annuel du délégataire 2015 – Service de l'eau – Suez Environnement / Eaux du Calais.

2. SITUATION PROJETEE

L'objectif du PLU tend à augmenter la population communale actuelle de 94 habitants d'ici 2028. La population recensée en 2013 est de 4 740 habitants. En 2028, la population communale sera donc de 4 834.

Si l'on rapporte le volume d'eau consommé en une année sur les derniers chiffres de la population, la consommation moyenne est de l'ordre de 120 l/j/habitant.

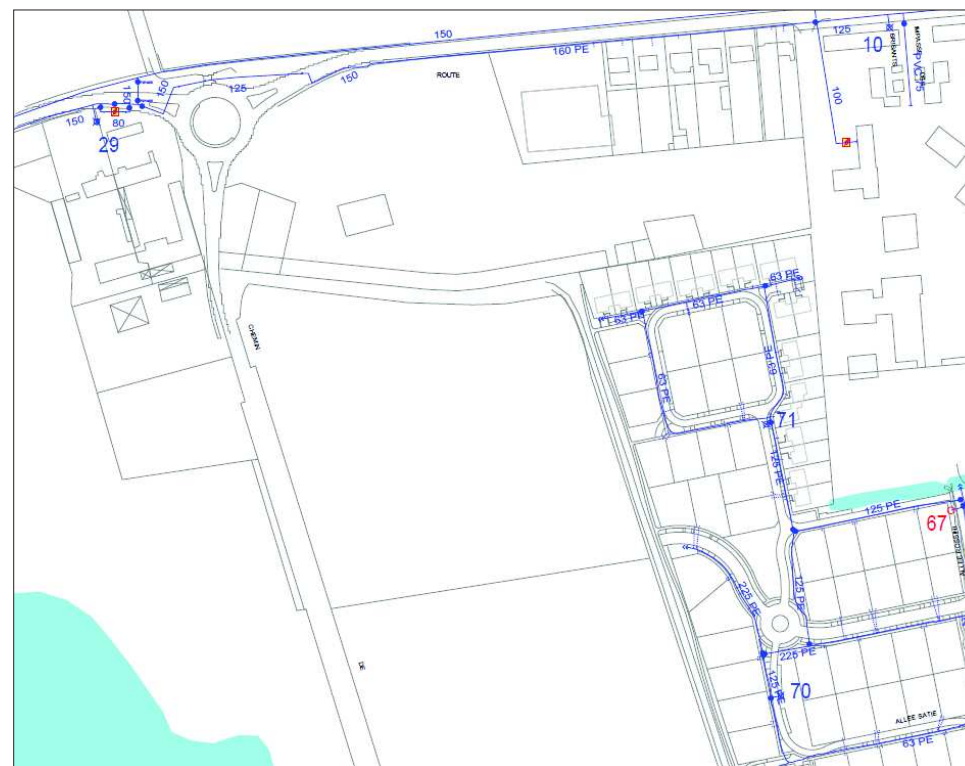
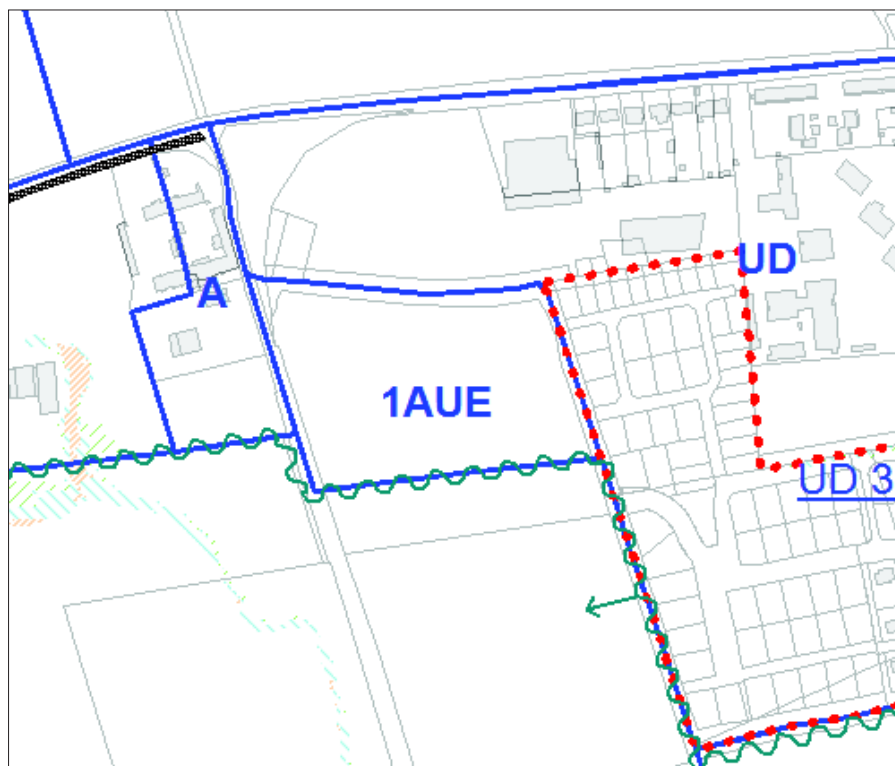
Une augmentation de la population de l'ordre de 94 habitants entrainerait donc une consommation annuelle supplémentaire de l'ordre de 4 117.2 m³.

D'après les données de Suez Environnement, le volume de prélèvement autorisé par la DUP est de 424 000 m³/an. Les forages sont ponctionnés à hauteur de 253 477 m³/an en 2012. En 2028, le forage sera donc ponctionné à hauteur de 257 589 m³/an. A cela doit s'ajouter les 120m³ nécessaire à la défense incendie, soit un besoin global en 2028 de 257 703 m³/an.

Ainsi le projet communal ne remet pas en cause les capacités d'alimentation et laisse envisager une marge d'évolution en lien avec le développement des activités économiques.

Les objectifs du PLU se situent principalement dans l'urbanisation de zones à vocation d'habitat et à vocation économique (1AU1, 1AU2, 1AU3, 1AU4 et 1AUe).

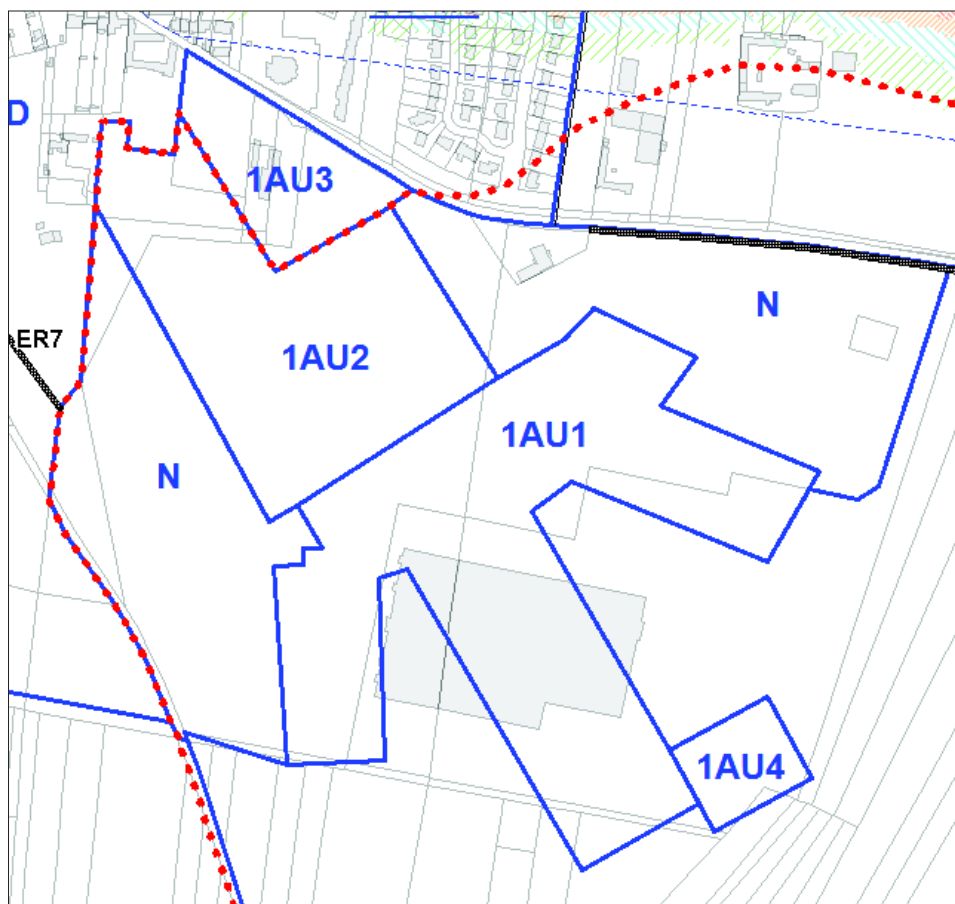
→ La zone économique de la Française



La zone économique de la Française, destinée à accueillir principalement des activités types bureaux, pourra se raccorder au réseau d'eau potable passant par les Gloriettes. Se situe à proximité immédiate du site un réseau de 63 mm de diamètre et de 225 mm de diamètre (voir illustration ci-dessus).

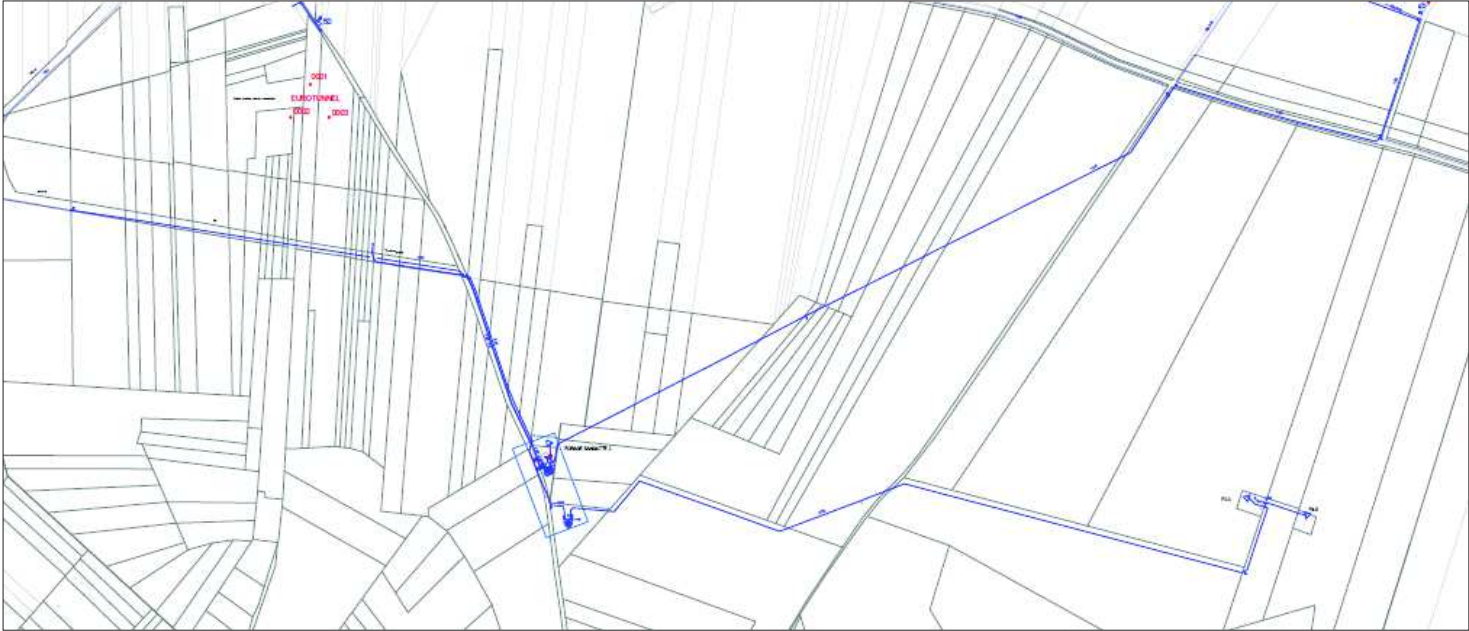
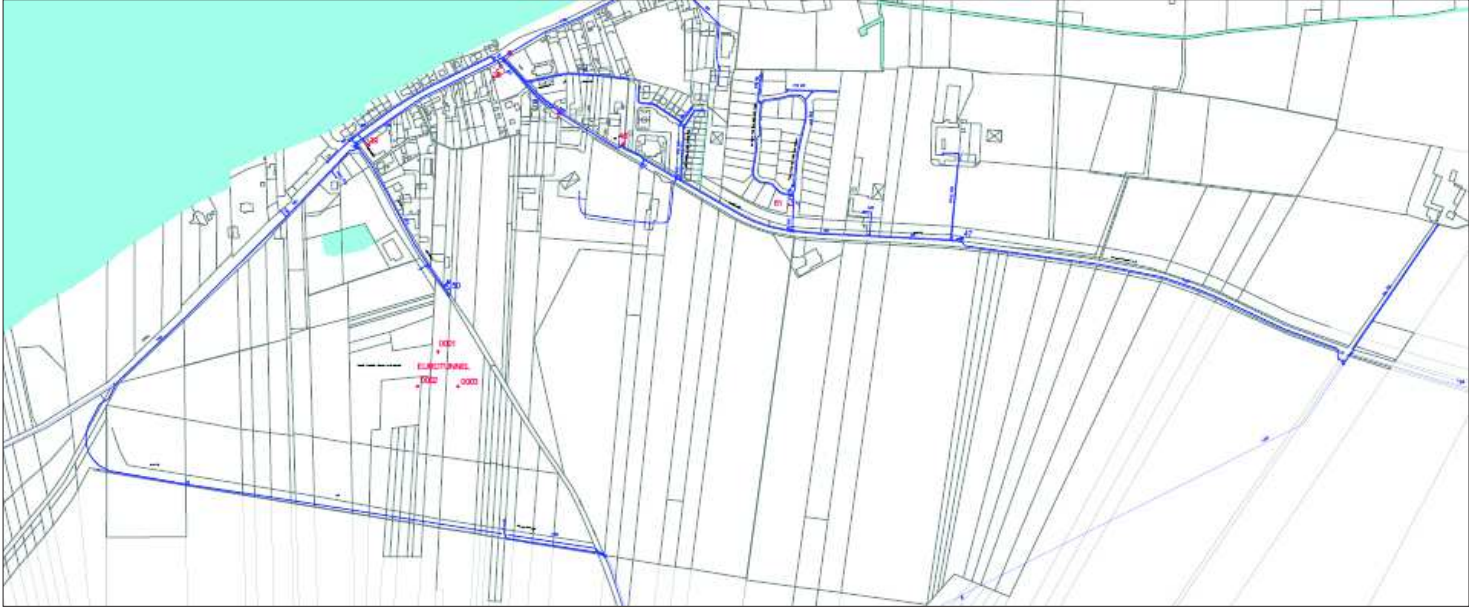
Un renforcement du réseau de défense incendie devra être programmé afin de couvrir la zone d'extension en étendant l'offre présente.

→ La plaine de loisirs



La plaine des loisirs est bordée par plusieurs réseaux pouvant desservir la future Plaine des Loisirs :

- Réseau de 125 mm de diamètre rue Mermoz,
- Réseau de 200 mm et de 160 mm chemin de Leulène,
- Réseau de 100 mm et 60 mm (selon les sections) le long de la Route de Coquelles,
- Réseau de 125 (alimentation gravitaire) traversant le site,
- Réseau de 200 mm (de refoulement) traversant le site.



II. Assainissement

1. SITUATION ACTUELLE

L'assainissement a pour objectif de protéger la santé des individus et de sauvegarder la qualité du milieu naturel, en particulier celle de l'eau, grâce à une épuration avant rejet.

Les décrets 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 relatifs aux procédures prévues par l'article L.211-1 du Code de l'Environnement (ancienne Loi sur l'eau de janvier 1992) distingue deux grands modes d'assainissement : l'assainissement collectif et l'assainissement non-collectif.

a. Le réseau public

Sangatte Blériot Plage a délégué sa compétence assainissement à la Communauté d'Agglomération du Calais qui a donc en charge l'investissement et l'entretien des réseaux d'assainissement d'eaux pluviales et d'eaux usées de la commune.

Les eaux usées de BLERIOT PLAGE sont collectées et dirigées vers le réseau d'assainissement de la ville de CALAIS, elles sont ensuite traitées à la station d'épuration J. Monod de Calais.

La station d'épuration de SANGATTE, d'une capacité de 3 500 équivalent/habitant, recueille l'ensemble des eaux usées de l'agglomération de Sangatte.

b. La station d'épuration

Les tableaux suivants reprennent les principales caractéristiques de la station d'épuration :

Description de la station

Nom de la station : SANGATTE SE (Zoom sur la station)
Code de la station : 010297300000
Nature de la station : Urbain
Réglementation : Eau
Région : NORD-PAS-DE-CALAIS
Département : 62
Date de mise en service : 01/01/1988
Service instructeur : DDTM62
Maitre d'ouvrage : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU CALAISIS
Exploitant : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU CALAISIS
Commune d'implantation : SANGATTE
Capacité nominale : 2917 EH
Débit de référence : 1080 m3/j
Autosurveillance validée : non validé
Traitement requis par la DERU :
- Traitement secondaire
+ **Filières de traitement :**

Agglomération d'assainissement

Code de l'agglomération : 010000162774
Nom de l'agglomération : SANGATTE
Commune principale : SANGATTE
Tranche d'obligations : [2 000 ; 10 000 [EH
Taille de l'agglomération en 2014 : 1583 EH
Somme des charges entrantes : 1583 EH
Somme des capacités nominales : 2917 EH
+ **Liste des communes de l'agglomération :**

Conformité équipement (31/12/2015 : prévisionnel) : Oui

Respect de la réglementation en 2014

Conforme en équipement au 31/12/2014 : Oui
Date de mise en conformité : 01/01/1988
Abattement DBO5 atteint : Oui
Abattement DCO atteint : Oui
Abattement Ngl atteint : Sans objet
Abattement Pt atteint : Sans objet
Conforme en performance en 2014 : Oui

Réseau de collecte conforme : Oui
Date de mise en conformité : 31/12/2005

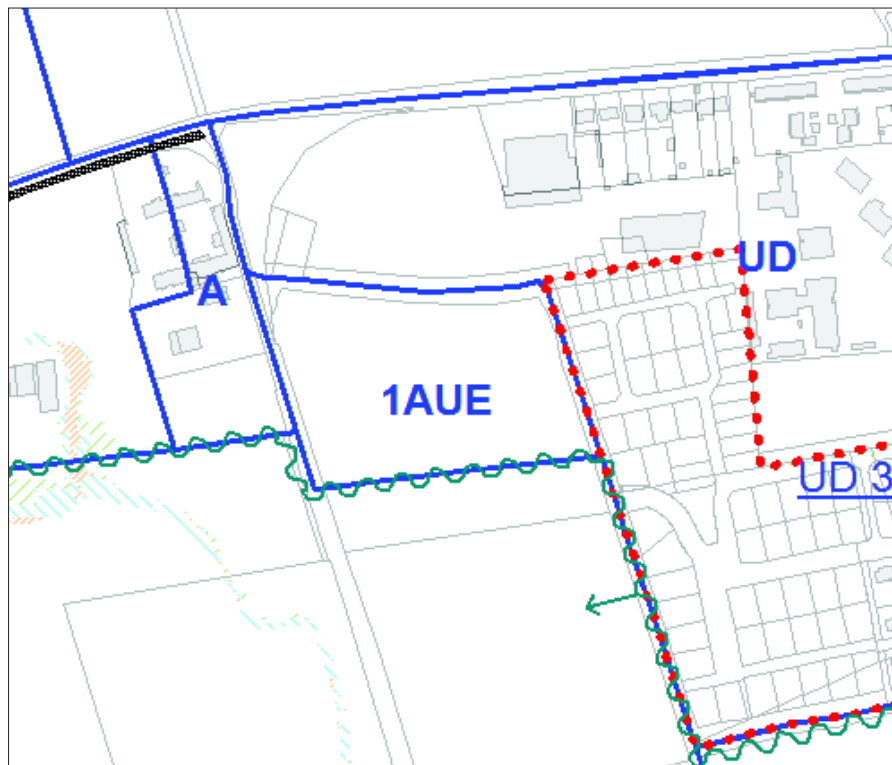
Le milieu récepteur des eaux traitées par la station d'épuration est le Watergang de Sangatte. La station d'épuration est conforme aux réglementations en vigueur.

2. SITUATION PROJETEE

Actuellement la station d'épuration de Sangatte dispose d'une capacité de 2033 équivalent/habitant et traite une charge de pollution < 1000 équivalent/habitant. Des travaux de réhabilitation vont débuter en 2017 ainsi qu'une extension de la station d'épuration à 3600 EH ce qui permettra de répondre aux objectifs démographiques de la commune au travers de l'aménagement de la plaine de loisirs.

Les objectifs du PLU se situent principalement dans l'urbanisation de zones à court et long terme à vocation d'habitat et à vocation économique (1AU1, 1AU2, 1AU3, 1AU4 et 1AUe).

→ La zone économique de la Française



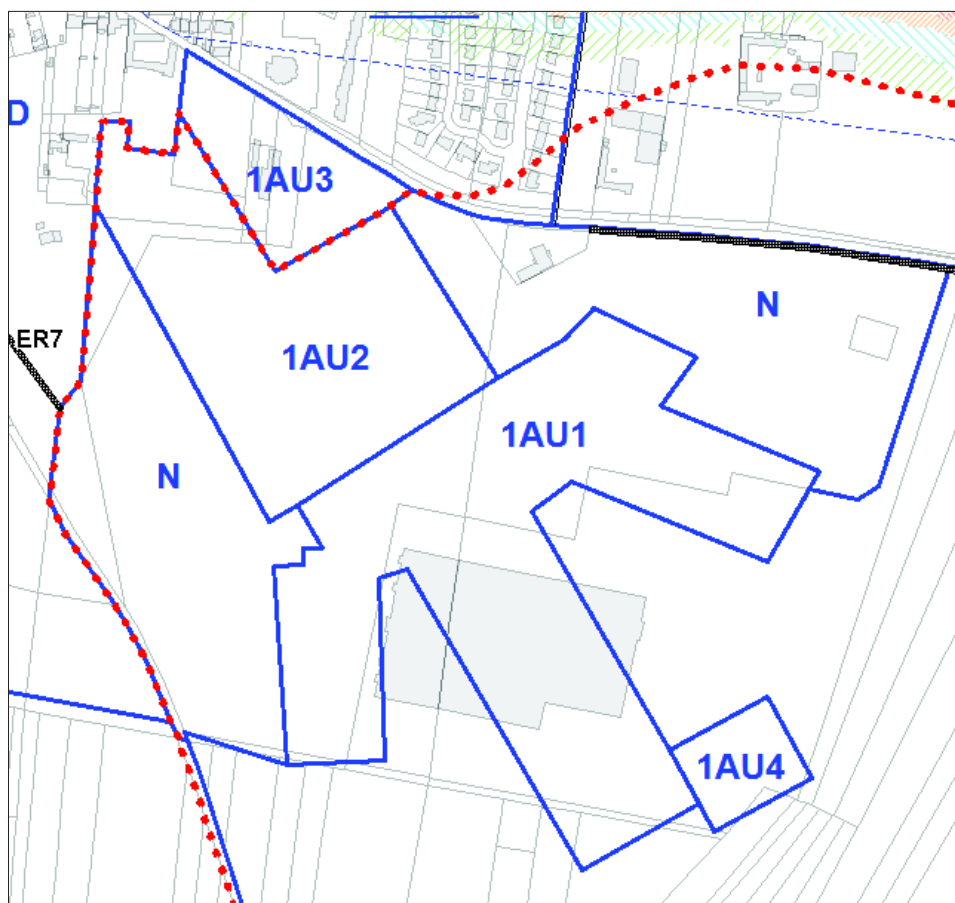
LEGENDE :

- Assainissement Collectif
- Assainissement Non Collectif
- Assainissement Collectif sous réserve d'une adaptation du réseau



La zone économique de la Française, destinée à accueillir principalement des activités types bureaux, est couverte par un réseau d'assainissement collectif.

→ La plaine de loisirs



- Le site de la Plaine de Loisirs nécessite des aménagements pour développer les réseaux d'assainissement. Dans ce cadre, un assainissement collectif est programmé pour permettre l'accueil de la nouvelle population.
- Parallèlement, des travaux de réhabilitation et d'extension de la station d'épuration de Sangatte vont débuter en 2017 pour anticiper l'arrivée de la nouvelle population (**cf annexe 1**)

III. Ordure ménagères

1. SITUATION ACTUELLE

a. Collecte

La collecte des déchets est assurée par le SMIRTOM. La collecte s'organise selon 4 bacs différents pour trier les déchets :

- un jaune pour les emballages propres et secs
- un vert pour les objets en verre
- un marron pour les déchets organiques fermentescibles
- un gris ou des sacs poubelles pour le reste des déchets

La collecte a lieu le lundi matin sur Blériot-Plage, sauf la zone des Gloriettes, et le mardi matin sur Sangatte et la zone des Gloriettes.

b. Traitement

C'est Syndicat d'Elimination et de Valorisation des DEchets du Calaisis (SEVADEC) qui assure le traitement des déchets.

« D'après son statut, le SEVADEC a pour objet de prendre en charge la valorisation matière et énergétique des déchets ménagers et assimilés collectés par les membres du SEVADEC en réalisant :

- *La construction d'une unité de valorisation des déchets fermentescibles par traitement biologique conforme aux normes européennes.*
- *La mise en place d'un Centre de Tri des déchets municipaux, dans le cadre de la valorisation matière par recyclage des matériaux.*
- *L'installation de déchèteries.*
- *Des prestations de service relatives au traitement des déchets. »*

La politique du territoire est d'innover en matière de gestion des déchets. De fait, une unité de bio-méthanisation a été créée et permet de valoriser les déchets verts, fermentescibles, les déchets alimentaires pour produire de l'énergie (électricité et chaleur).



Source : SEVADEC

IV. Annexe 1 : Délibération portant sur l'étude
d'agrandissement de la station d'épuration de Sangatte
pour raccordement de l'écovillage balnéaire de la porte
des 2 Caps



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Délibération du
Conseil Communautaire
Du 23 février 2012

AS1 : Etude d'agrandissement de la station d'épuration de Sangatte pour raccordement de l'écovillage balnéaire de la porte des 2 Caps

RAPPORTEUR : Monsieur Serge PERON

Monsieur le Président expose :

La station d'épuration de Sangatte est actuellement dimensionnée pour 2000 Equivalents Habitant, et la population raccordée est d'environ 1500 Equivalents Habitant en période d'été compte tenu de l'activité touristique.

Les travaux projetés par la commune de Sangatte dans le cadre de l'aménagement de la plaine de loisirs font apparaître une population nouvelle à terme de 2000 Equivalents Habitant. Ainsi 200 Equivalents Habitant par an supplémentaires seront à prendre en charge à compter de 2016.

Aussi, Cap Calaisis Terre d'Opale doit préparer l'évolution de son système d'assainissement en mettant en adéquation la capacité de traitement des eaux usées de la station d'épuration avec l'augmentation des rejets liés à ce projet.

Une étude visant à définir les travaux d'aménagement nécessaires afin d'accroître la capacité de traitement de la station, tout en pouvant accepter des pointes de charges saisonnières, devra être réalisée.

Cette étude aura notamment pour but de :

- définir la capacité des futures installations,
- de déterminer le process à mettre en place,
- de chiffrer le coût des travaux,
- La rédaction du dossier de consultation des entreprises.

Afin de pouvoir accompagner le projet de l'écovillage balnéaire de la porte des 2 Caps,



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

L'an deux Mil douze, le 23 février, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Calaisis s'est réuni en Mairie de Calais sous la présidence de Monsieur Philippe BLET, Président de la Communauté d'Agglomération du Calaisis, sur la convocation qui lui avait été adressée le 16 février.

Secrétaire de Séance : Monsieur Patrice CAMBRAYE

PRESENTS :

Pour Calais :

Monsieur Philippe BLET – Monsieur Patrice CAMBRAYE – Madame Marie-Claire CHATOZLU – Madame Brigitte CLERBOUT – Monsieur Manuel DUQUENOY – Monsieur Patrick DUSAUTOIR – Monsieur Gérard GRENAT – Monsieur Bernard LELIEVRE – Monsieur Jean-Marc LEROY – Monsieur Pascal PESTRE – Monsieur Olivier SEILLER – Madame Ouiza SOUIBES – Madame Cathy VENDEL

Pour Coquelles :

Monsieur Guy BEGUE – Monsieur Michel HAMY – Monsieur Pierre MUCHERY – Monsieur Patrick VALLIERE – Monsieur Jacques ZORY

Pour Coulogne :

Monsieur Yvon BLOUME – Monsieur Jean-Claude DUBUT – Madame Isabelle MUYS – Monsieur Gérard PARENTY – Monsieur Marcel SAINSARD – Monsieur Henry-Christian SEREDNICKI – Monsieur Yves TURCRY

Pour Marck :

Monsieur Jean-Luc CARON – Monsieur Maurice DHUNE – Monsieur Bernard EMILE – Madame Denise LOUVET – Madame Anne-Marie MARLE – Monsieur Serge PERON

Pour Sangatte :

Monsieur Guy ALLEMAND – Madame Jeannette BANCQUART – Monsieur Patrick FONTAINE – Monsieur Jean-Pierre ROBBE – Monsieur Philippe VERON

EXCUSES :

Monsieur Emmanuel AGIUS excusé pouvoir à Monsieur Pascal PESTRE – Monsieur Jean-Pierre BONVALET excusé pouvoir à Monsieur Patrick DUSAUTOIR – Madame Natacha BOUCHART excusée pouvoir à Monsieur Philippe BLET – Monsieur Régis DELDREVE excusé pouvoir à Monsieur Maurice DHUNE – Madame Jacqueline DEWET excusée pouvoir à Monsieur Olivier SEILLER – Madame Ghyslaine DUCLOY – HUYGHES excusée pouvoir à Monsieur Jean-Pierre ROBBE – Madame Michèle DUCLOY excusée pouvoir à Monsieur Bernard LELIEVRE – Monsieur Christophe FRULEUX excusé pouvoir à Monsieur Jean-Marc LEROY – Madame Eliane HULEUX excusée pouvoir à Monsieur Patrice CAMBRAYE – Monsieur Philippe MIGNONET excusé pouvoir à Madame Isabelle MUYS – Monsieur Laurent PERON excusé pouvoir à Monsieur Serge PERON – Madame Sylviane PETIT excusé pouvoir à Madame Ouiza SOUIBES – Madame Paméla PLOUVIN excusée pouvoir à Madame Brigitte CLERBOUT – Monsieur Fabrice POUMAER excusé pouvoir à Madame Cathy VENDEL – Monsieur Michel ROUYER excusé pouvoir à Monsieur Manuel DUQUENOY – Monsieur Martial STOUP excusé pouvoir à Monsieur Guy BEGUE – Monsieur Jean-Claude VERNALDE excusé pouvoir à Monsieur Gérard GRENAT



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Sur avis favorable du Bureau,

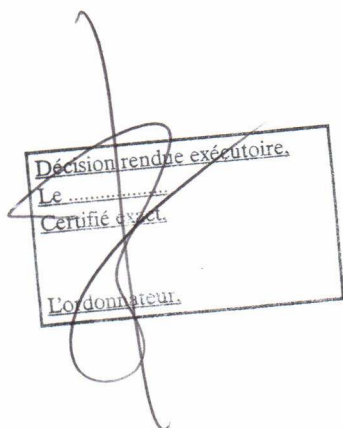
Monsieur le Président propose :

- la réalisation d'une étude visant à définir les travaux d'aménagement de la station d'épuration de Sangatte,
- d'examiner la mise en adéquation de la capacité de traitement des eaux usées de la station d'épuration avec le développement immobilier lié au projet de la plaine de loisirs, à hauteur de 2000 Equivalents Habitant supplémentaires et ce dès que la capacité nominale de la station actuelle sera atteinte.

Le Conseil Communautaire après avoir entendu l'exposé qui précède :

- propose la réalisation d'une étude visant à définir les travaux d'aménagement de la station d'épuration de Sangatte,
- examiner la mise en adéquation de la capacité de traitement des eaux usées de la station d'épuration avec le développement immobilier lié au projet de l'écovillage balnéaire de la porte des 2 Caps, à hauteur de 2000 Equivalents Habitant supplémentaires et ce dès que la capacité nominale de la station actuelle sera atteinte.

ADOpte A L'UNANIMITE



Pour extrait conforme,
Le Président

Philippe BLET

